FAITS DIVERS

« L'otage n'a d'intérêt que s'il reste en vie »

Aqmi semble prêt à tout, même à tuer, à l'instar du Britannique Edwin Dyer et de l'exécution de quatre Français tués en Mauritanie, fin 2007. Quels sont leurs buts ? L'argent ou/et la terreur ?

Mathieu GUIDERE, spécialiste d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) : « Al-Qaida au Maghreb islamique s'inscrit dans une logique de " guerre sainte contre les infidèles ". Son objectif est d'une part, d'instaurer un Etat islamique et, d'autre part, de chasser les étrangers - considérés comme "mécréants" - de la zone. Les otages sont un moyen de faire entendre ses revendications et un outil de négociation avec les Occidentaux. En raison de l'engagement historique de la France dans la région, les Français sont des cibles prioritaires d'Aqmi. Et son chef, Droukdal, n'a de cesse de menacer les intérêts et les touristes français pour amener le gouvernement à négocier, par exemple, sur la demande de libération de ses quatre membres détenus au Mali. En prenant en otage un Français, Aqmi espère ainsi amener le gouvernement français à faire pression sur le gouvernement malien pour la libération des leurs. A priori, Aqmi n'a aucun intérêt à tuer les otages, sinon elle le ferait dès leur enlèvement : l'otage n'a d'intérêt pour elle que s'il reste en vie et qu'il permet une négociation. »

Photo DR ANDRIEUX

Mathieu Guidère, professeur à l'Université de Genève.

Chaque otage a une valeur et Al-Qaida s'appuie aussi sur des bandes armées aux objectifs crapuleux, non ?

« Les otages sont des "prisonniers de guerre" qui sont traités selon les règles de la guerre en Islam. Selon ces règles, l'otage doit être bien traité durant sa captivité et sa libération doit donner lieu à une négociation : d'abord, échange de "prisonniers" si possible ; sinon, fixation d'une rançon. Celle des deux otages espagnols a été fixée à environ 5 M€, car il n'y avait aucun échange de "prisonniers" à faire. Si cela échoue, l'organisation terroriste estime que l'otage en question ne représente plus aucune valeur pour le gouvernement de son pays et lui applique la peine de mort. C'est ce qui s'est passé pour le Britannique Edwin Dyer, mais c'est le seul cas d'exécution connu à ce jour chez Aqmi. Dans tous les autres cas, la négociation a permis la libération des otages sains et saufs, en bonne santé même, parfois en plusieurs étapes comme dans le cas des otages suisses. »

Comment fonctionne le réseau dans cette zone multifrontalière ? Et quelle est la marge de manœuvre des Etats en matière de sécurité ?

« En raison de la pression militaire et sécuritaire, Aqmi est aujourd'hui très décentralisé et fragmenté. Pour ces enlèvements, le réseau s'appuie sur de petits commandos très légers et très mobiles, qui sillonnent le grand Sahara – où il n'existe pas de frontière tangible – et qui sont tenus informés des étrangers qui se trouveraient dans la région. Parfois, ils bénéficient de complicités locales. Dans ces immenses zones désertiques, le pouvoir des Etats de la région est limité. La plupart du temps, ils sont contraints de négocier avec les chefs locaux et de se plier aux exigences des ravisseurs. La France et les Etats-Unis se sont engagés auprès des gouvernements de la région pour les aider à former leurs services de sécurité et à lutter contre ces enlèvements, mais il faut du temps et des moyens pour que ces efforts donnent un résultat perceptible. »

Propos recueillis par Alain MORVAN.

Affaire Pierre Camatte : l'ultimatum d'Al-Qaïda va expirer

Le président de l'association Gérardmer-Tidarmene, Pierre Camatte, enlevé au Mali par Al-Qaïda le 26 novembre 2009, pourrait être exécuté d'ici dimanche si une rançon n'est pas versée.

Selon un porte-parole de la présidence du Mali, contactée hier, l'Etat « *met tout en œuvre pour retrouver M. Camatte* ».

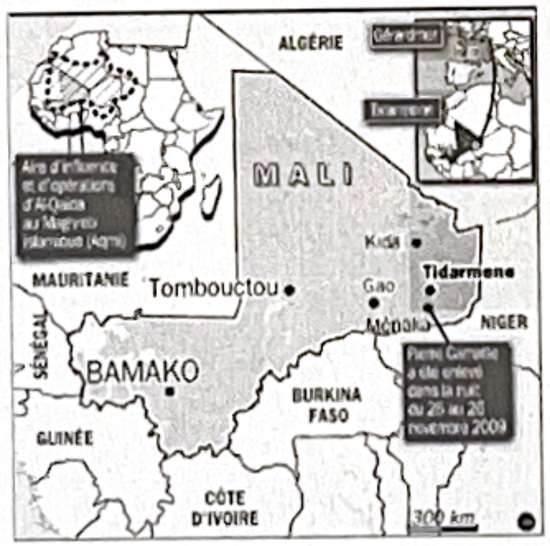
LE FAIT DU JOUR

Comme l'a rappelé le président Amadou Toumani Touré lors de ses vœux aux armées, il y a quelques jours, « *la politique de sécurité dans la sahara-sahélienne* (où est probablement détenu l'humanitaire vosgien, NDLR) *sera renforcée* ».

Sauf paiement d'une rançon dont le montant n'a pas été divulgué, Al-Qaïda au Maghreb islamique menace toujours d'exécuter Pierre Camatte, l'habitant d'Arnould enlevé le 26 novembre dernier dans son hôtel de Menaka. A quelques heures de l'expiration de l'ultimatum lancé à la France il y a vingt jours, fixé au 31 janvier, les négociations se poursuivent en coulisses. En toute discrétion. Au Quai d'Orsay, c'est un « *no comment* » invariable qui est opposé à toute question par l'un des porte-parole, Christophe Le Rigoleur. A-t-on des preuves de vie du président de l'association Gérardmer-Tidarmene, 61 ans, enlevé par trois hommes armés, dans le nord du Mali ? Motus. Quid des discussions en cours qui seraient menées par au moins « *trois intermédiaires* » ? Pas de réponse. C'est la nouvelle stratégie des Affaires étrangères en pareil cas : la discrétion éviterait que la « valeur » de l'otage ne s'envole.

Photo AFP

Pierre Camatte (avec un chapeau au deuxième rang) avait le projet de vivre à Tidarmene. Il était là-bas depuis quelques semaines.



Les seules informations recoupées et récentes font état de la présence au cœur des négociations du consul du Mali en Arabie Saoudite, Yad Ag Gali, ancien rebelle touareg et connaisseur de cette « *zone grise* », frontière entre Mali et Algérie. Les groupes d'Aqmi, ex-GSPC algérien, y retiennent aussi l'Italien Sergio Cicala et son épouse Philomène Kabouree, ainsi que trois volontaires humanitaires espagnols : Roque Pascual, Albert Vilalta et Alicia Gamez. A défaut d'autres points de repère sur l'enjeu des discussions, on sait qu'Aqmi exige sept millions de dollars (4,8 M€) et la libération de quatre de leurs membres emprisonnés en Mauritanie en échange des trois Espagnols.

Une plante contre le paludisme

Depuis quinze ans, Pierre Camatte a multiplié les projets humanitaires au Mali. Alors que ses proches, comme son frère Jacky, installé en Alsace, déclinent toute interview « *sur les conseils du Quai d'Orsay* », Alain Vexlard, membre de l'association Gérardmer-Tidarmene, accepte d'évoquer leur compagnonnage. « *C'était sa grande affaire alors qu'il venait de prendre sa retraite, après une vie dans l'insertion des jeunes. Il avait même le projet de vivre sur place. Il était là-bas depuis quelques semaines. Il voulait développer l'étude d'une plante qui pourrait soigner le paludisme.* »

C'est à Tidarmene, petite localité située à « *trois heures de piste* » de Menaka, dans la région de Gao, et à 1 500 km de la capitale Bamako, que les efforts des Lorrains se concrétisent depuis quinze ans. « *C'est la misère là-bas. On a construit un puits, apporté des fournitures scolaires, soutenu la cantine et un dispensaire.* » Pierre Camatte et lui-même ont « *toujours bien été accueillis* » lorsqu'ils allaient voir « *comment l'argent était utilisé* », selon Alain Vexlard. Lui ne s'est jamais senti « *en insécurité* » dans un secteur « *longtemps dominé par la rébellion* ». Aujourd'hui, l'habitant du Tholy s'inquiète du sort de son ami. « *A la différence des Espagnols, qui ont une preuve de vie* (une vidéo), *ce n'est pas le cas pour Pierre. J'espère qu'il est bien traité et que les négociations vont aboutir. On croise les doigts, vous savez !* »

Si l'on s'en tient aux termes de l'ultimatum d'Al-Qaïda au Maghreb islamique – 20 jours à partir du 10 janvier – les prochaines quarante-huit heures seront décisives.

Alain MORVAN.

Meurtres menaces et enlèvements

- **2007 :** meurtre de quatre touristes français à Aleg (Mauritanie). Annulation du Paris-Dakar pour raisons de sécurité.
- **Février 2009 :** Aqmi annonce l'enlèvement de six étrangers au Niger, dont deux diplomates canadiens et quatre touristes de Grande-Bretagne, d'Allemagne et de Suisse.
- **Mai 2009 :** Edwin Dyer exécuté le 31 mai après report d'un premier ultimatum fixé au 15 mai.
- **Juillet 2009 :** libération de l'otage suisse contre une rançon estimée à 5 M€.
- **26 novembre 2009 :** enlèvement de Pierre Camatte à Menaka. Le Quai d'Orsay déconseille les régions du Kidal, de Gao et Tombouctou et exige des Français qu'ils quittent le nord et l'est du Mali.
- **29 novembre 2009 :** enlèvement de trois Espagnols.
- **28 décembre 2009 :** Aqmi revendique l'enlèvement d'un couple d'Italiens dix jours plus tôt dans le sud-est de la Mauritanie.
- **31 décembre 2009 :** Aqmi réclame sept millions de dollars (4,8 millions d'euros) et la libération de plusieurs de ses membres détenus en Mauritanie contre la libération des trois volontaires humanitaires espagnols retenus en otages au Mali, selon le quotidien *El Mundo*.
- **11 janvier 2010 :** menaces de mort visant P. Camatte, ultimatum fixé à vingt jours, selon les centres américains de surveillance des sites islamistes SITE et Intelcenter.
- **31 janvier 2010 :** expiration de l'ultimatum visant Pierre Camatte.